

ment dans l'accomplissement des obligations solennelles qui nous incombent. Le premier devoir d'un citoyen, c'est la loyauté envers son pays. Cette loyauté se manifeste plus par des actes que par des paroles ; plus par le dévouement complet que par de vides déclamations. Il se manifeste par une obéissance absolue et sans réserve à l'appel de la patrie ”.

“ Le Président a parlé, disait S. E. le cardinal Farley, au lendemain du message de guerre de M. Wilson, les représentants de notre nation ont parlé, et la réponse à la voix de l'autorité qu'ils personnifient sera que nous nous rallierons autour du drapeau avec le dévouement le plus entier et que nous mettrons au service de la patrie, avec nos âmes loyales et nos bras robustes, tout ce que nous avons et tout ce que nous sommes ”.

“ Nous sommes de toutes races, déclarait, en même temps, S. E. le cardinal O'Connell ; mais, aujourd'hui, nous ne sommes qu'une seule race, — nous sommes des Américains. Tout ce qu'il nous est possible de faire, en honneur et en justice, nous devons le faire, en conscience, pour amener la défaite de nos ennemis et pour faire triompher notre drapeau ”.

Tout récemment encore, le 6 octobre, S. E. le cardinal Gibbons, dans une lettre remarquable qu'il adressait au président Wilson, écrivait : “ Guidés, comme nous le sommes, par les sublimes enseignements du christianisme, nous n'avons pas d'autre attitude à prendre que celle de l'obéissance et du dévouement à notre patrie... Nous souhaitons que notre peuple comprenne, et nous travaillons à lui faire comprendre, qu'il doit témoigner une loyauté inébranlable aux chefs de l'État qu'il a élus et que, en agissant ainsi, il ne fait pas acte d'esclave, puisque l'obéissance n'est pas un acte de servilisme que nous rendons à l'homme, mais un acte d'hommage que nous rendons à Dieu. Nous travaillons à faire comprendre à nos compatriotes la folie et la grave désobéissance qu'ils commettent en critiquant injustement et immodérément la politique nationale. Nous appliquons tous nos efforts à montrer à nos concitoyens qu'ils ne voient très probablement qu'un côté de la situation actuelle, tandis que le Gouvernement embrasse toute la question et, par conséquent, est seul en mesure de juger de l'administration des affaires nationales ”.